Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124 B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935 Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org www.europeanmilkboard.org

Chers éleveurs, chers lecteurs,

Il est très important de former des nouvelles coalitions avec des autres groupes de la société afin de mieux représenter nos intérêts à Bruxelles et à l'échelle nationale. L'EMB est bien conscient de cela et est active dans l'ARC2020 - la «Convention Agricole et Rurale». L'objectif de l'ARC et un changement fondamental de la politique agricole. Elle se concentre sur la production durable de l'alimentation comme alternative du système de l'intensification incontrôlée de l'agriculture qui domine la politique depuis des années. L'ARC demande aux politiciens à Bruxelles et partout en Europe de poursuivre les objectifs originaux de la politique agricole et de rendre justice à leur tâche : une politique agricole européen qui est sociale, économique et orientée vers les régions rurales. Selon l'ARC la perte rapide de la biodiversité, des disparités des revenues et les différences entre la population agricole et le reste de la société en Europe ainsi que les répercussions du changement climatique nécessitent une autre politique agricole (voir le site web de l'ARC: www.arc2020.eu). ARC traite également des questions de la sécurité alimentaire, qualité alimentaire, création de valeur ajouté des produits agricoles, agriculture et des changements nécessaires afin d'atteindre une meilleure politique agricole plus économique. Une conférence d'ARC avait lieu le 4 et le 5 Novembre à Bruxelles. Lors de cette conférence Dacian Ciolos, Commissaire européen de l'agriculture, prononçait le discours d'ouverture. Le résultat de cette conférence, la « Communication de la société civile aux institutions européennes sur l'avenirs des politiques agricoles et rurales » était présenté à M. Ciolos le 18 novembre. Le rapport était signé, à part de l'EMB, par plus de 70 organisations de la société civile de l'UE. Dans son travail avec de l'ARC l'EMB s'est concentré sur la politique laitière de l'UE et a présenté les conditions qui devraient être mis en œuvre afin de garantir la production laitière partout en Europe. C'est sont des éléments clés de la Communication aves lesquels tous les organisations de la société civile de l'ARC sont d'accord! La position de l'EMB ayant pour but un équilibre sur le marché laitier et des prix rémunérateurs et l'empêchement du dumping à l'exportation dans des pays du tiers monde a reçu un fort soutien de la part de l'ARC. EMB est arrivé à montrer aux autres organisations de l'ARC que les producteurs de lait veulent produire du lait d'une manière durable et qu'ils ont besoin des possibilités de couvrir les coûts de la production durable avec un prix approprié qu'ils gagnent sur le marché. Seuls les services sociaux particuliers qui mènent à une augmentation des coûts de production ne devraient pas être répercutés aux producteurs mais rémunérés par des paiements des primes. Bien sûr l'EMB n'est pas d'accords avec tous les détails de la communication de l'ARC, mais il faut se concentrer sur la version globale : une meilleure politique agricole qui est équitable et durable et qui permet la production laitière partout en Europe. La création des conditions pour une telle production laitière est précieuse et importante!

Veuillez trouvez dans ce bulletin plus d'informations concernant les premiers propositions de la Commission européenne sur la réforme de la PAC et vous pouvez lire que la prise de fonction d'une nouvel Commissaire européen de l'agriculture a des effets positifs sur la entière Directorat Générale Agriculture à Bruxelles. L'article sur la Suisse montre clairement que sans des mesures efficaces de la régulation des volumes par des producteurs ils ne peuvent qu'attendre l'arrivée des jours meilleurs. Le report sur l'Ecosse le montre également. Des contrats n'offrent aucune alternative, car ils ne tiennent pas compte de la faiblesse de négocier des producteurs. Ce bulletin contient également des articles sur la fusion de plusieurs organisations de producteurs de lait en Espagne et sur la visite d'une délégation de l'EMB en Finlande.

Je vous souhaite une bonne lecture,

Bien cordialement,

Communication de la Commission européenne sur la réforme de la PAC était présentée ainsi que les propositions innovantes de l'ARC

Le 18 novembre 2010 Commissaire européen de l'agriculture Dacian Ciolos a présenté le matin dans le cadre d'une conférence de presse ses propositions concernant la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC). Directement après il a accepté le document de synthèse d'ARC qui contient les propositions de la société civile pour l'avenir de la politique agricole européenne. Romuald Schaber a remis ce texte avec des autres représentants d'ARC (Convention Agricole et Rurale). Dans l'après-midi Dacian Ciolos a présenté ses propositions à la Commission de l'agriculture et de développement rural du parlement européen. L'EMB accueille positivement le communiqué de la Commission en faisant néanmoins quelles réserves. Elle se félicite des propositions en faveur d'une répartition plus équitable des paiements directs et d'une plus grande concentration sur les prestations environnementales et sociales. Toutefois, des aspects importants de la politique agricole restent traités de manière trop généraliste, pour ne pas dire opaque. Romuald Schaber, président de l'EMB déclare à ce propos : « L'EMB réclame une approche plus réfléchie en terme de gestion de l'offre des denrées alimentaires, transparence, renforcement de la position de négociation des producteurs, commerce au sein de L'UE et dans le monde entier. Des prix rémunérateurs sont indispensables pour assurer une agriculture durable dans toutes les régions d'Europe et garantir l'approvisionnement de toute la population en produits frais et de haute qualité. » C'est ce qui doit aussi se retrouver dans la réforme de la PAC et la réforme annoncée de la politique laitière sous forme de conditions concrètes pour les marchés alimentaires et agricoles. L'EMB en appelle non seulement au courage de la Commission mais demande aussi au Parlement européen et aux États membres d'assumer leur responsabilité pour garantir l'avenir de l'agriculture, de l'approvisionnement alimentaire et des régions rurales en Europe et de créer notamment des conditions cadres claires dans le secteur laitier. Ca inclue des mécanismes qui facilitent le fonctionnement d'un marché avec des partenaires égaux dans la chaîne alimentaire. Veuillez trouver les textes de la Commission européenne et de l'ARC sur le site web de l'EMB.

Sonja Korspeter, EMB

Suisse : L'espoir des producteurs de lait persiste

Au début de la semaine l'interprofession Suisse de la filière lait (Branchenorganisation der Schweizer Milchwirtschaft, BOM) a annoncé lors de la foire agricole « Alimenta » qu'elle était en train de déboucher une percée essentielle. La réunion avait lieu le 21 octobre 2010 et jusqu'au 25 octobre 2010 la BOM n'a pas publié un communiqué de presse concernant cette réunion. BIG-M connaît déjà les résultats de cette consultation : on nous présentera la segmentation des prix de lait comme mécanisme de control du marché laitier désolât. La BOM n'a pas abordé les questions suivantes : la création d'un fonds d'indemnisation et le control des volumes. Basé sur 3,5 millions tonnes de lait la segmentation suivante était approuvée : segment A : 3 millions tons (85,7%), segment B : 0,3 millions tonnes (8,5%), segment C : 0,2 millions tons (5,8%). Ca veut dire que la BOM veut abandonner des frais pour des volumes de lait qui dépassent les quantités à livrer des organisations. Ca veut dire que la BOM ignore le control des volumes dont elle est censé de s'occuper. Le paysan individuel n'a pas le choix s'il veut produire B ou C lait ou pas. Car une telle segmentation n'a que des conséquences pour la comptabilité et ne freine pas la production laitière élevée, elle est rien d'autre qu'une baisse des prix cachée ! BIG-M n'accepte pas aucune solution qui force les producteurs de fournir du lait bon marché pour le marché mondial. Cette une forme moderne de l'exploitation car ce lait détruit la subsistance économique des producteurs dans les pays du premier, deuxième et tiers monde. Nous devons assumer que les deux représentants de Migros et Coop ont également approuvé cette bêtise. C'est un affront pour leurs consommateurs qui on a toujours fait croire qu'on veut appuyer des producteurs pauvres dans des autres pays. Et maintenant ces riches soutiennent le dumping à l'exportation dans ces pays. Nous avons déjà les montré le carton rouge pour cette faute! Déjà oublié? Migros! Le public et la majorité des media ont déjà reconnu que seule une maîtrise des volumes pratique peut atteindre un équilibre sur le marché laitier. Espérons que le Conseil des Etats également en prendra conscience et qu'une majorité approuvera la motion Aebi (voir EMB bulletin octobre). Malheureusement le débat était retardé et aura lieu en printemps 2011. La CER (Commission de l'économie et des redevances) du Conseil des Etats veut discuter cette question en janvier. La CER nous a déjà donné un peu d'espoir : elle a réalisé qu'il y a trop de vaches en Suisse et veut réintroduire des aides à l'exportation des bovins.

(Extrait du bulletin de BIG-M)

Lars Hoelgaard – nouveau ton suscite l'espoir

Les participants du congrès de l'EMB qui avait lieu à Bruxelles en février 2008 se souviennent toujours de Lars Hoelgaard, le directeur général adjoint de la direction générale de l'agriculture de la Commission européenne. Il était très franc pendant son discours en disant aux producteurs de lait : « Vous avez produit pour 23 centimes et vous produirez pour 23 centimes, vous avez aucun choix. » Le 22 novembre 2010 Lars Hoelgaard participait à l'assemblée générale de l'association de l'industrie laitière allemande. Lors de cette réunion il a adopté un nouveau ton. Il a dit qu'il était choqué par la crise laitière et qu'il est maintenant de l'avis que le marché ne règle pas tous. Un minimum de régulation pourrait empêcher des excès – et il serait avantageux pour les laiteries et les producteurs d'agréer sur les volumes. Lars Hoelgaard a critiqué que la baisse des prix des producteurs n'étaient pas répercutés sur les consommateurs. C'était les laiteries qui avaient obtenir l'argent et pas le commerce en détail, comme beaucoup de gens avaient assumé. Hoelgaard dit que les laiteries devraient donner des signaux clairs aux producteurs de lait pour le temps après la fin des quotas (par exemple des quotas des laiteries ou un système de 2 prix). Les laiteries devraient soutenir une maîtrise des volumes par les entreprises. Il a dit qu'il était inacceptable que chaque paysan produit autant qu'il veut. Hoelgaard appelait l'augmentation de la production en cas de chute des prix de lait « une réaction perverse ». Selon Hoelgaard le marché laitier devra être réglé dans l'avenir et Bruxelles ne payera plus la surproduction. C'était une décision réfléchie de déterminer le niveau du filet de sécurité de l'UE à 18-19 centimes. Hoelgaard est de l'avis que l'industrie laitière, le commerce agro-alimentaire, les associations des consommateurs et les organisations des producteurs puissent régler les volumes entre eux. Même si ces déclarations sont en partie relativement critiques, ils pourraient présager un changement de paradigme concernant les conceptions de la Commission européenne. En lisant cela on a écarquillé ses yeux d'étonnement. Le travail du nouveau commissaire européen de l'agriculture est certainement une raison pour ce changement. Mais c'est dû en grande partie aux efforts continuels des producteurs de lait, des différentes formes d'activités et des entretiens pendant lesquelles ils ont toujours souligné qu'on a besoin des conditions cadres pour le marché. Le travail commun dans le cadre de l'EMB porte des fruits. Il est maintenant très important de montrer d'une manière concrète comment on pourrait organiser la régulation du marché après 2015 dans l'interet des producteurs de

(Résumé d'un article publié enligne dans les BDM-News)

Sonja Korspeter, EMB.

Ecosse : Situation sur le marché, guerre des prix et entretiens avec des politiciens

Les indicateurs du marché indiquent que les producteurs de lait devraient obtenir au minimum un prix de 29 – 30 pence par litre/lait (34-35 centimes). Le prix de vente à la sortie de l'exploitation moyen se monte actuellement à 25 pence (29 centimes). Beaucoup de producteurs obtiennent moins. Pire encore, au lieu d'obtenir une augmentation du prix, les producteurs sont «conditionnés » d'attendre même une baisse des prix. Le marché laitier au Royaume Uni ne fonctionne pas actuellement et ce sont encore une fois les producteurs de lait britanniques qui se trouvent au dernier rang de la table des prix de lait dans l'UE. Les syndicats majoritaires se concentrent aux contrats équitables. Les acheteurs de lait savent néanmoins que les producteurs de lait ne sont pas capables de négocier de tels contrats sans une structure forte.

Guerre des prix et manifestations

La guerre des prix dans les supermarchés et le commerce de détail continuent. A l'occasion de deux manifestations David Handley et environ 100 adhérents de Farmers for Action (FFA) ont bloqué des dépôts de *Tesco*, une chaîne de supermarché britannique, dans la région des Midlands et dans le Sud d'Angleterre. Des autres manifestations dans tout le Royaume Uni sont prévues pour les semaines qui viennent et une grande manifestation aura lieu le 15 décembre.

Entretiens avec des politiciens

Pour les producteurs au Royaume Uni il sera très important de renforcer la position des organisations des producteurs par une exemption de la loi de concurrence. DFoS ainsi que FFA appuient l'exemption par catègorie de l'EMB et un assouplissement de la loi de concurrence. Il n'était jamais si évident qu'on a besoin des organisations de producteurs fortes si les producteurs laitiers veulent avoir la possibilité de négocier d'une manière équitable sur le marché.

Doris Robertson, DFoS

France: Cotisations volontaires obligatoires et contrats obligatoires

Pour l'APLI, l'activité récente a été intense avec l'organisation dans toute la France de réunions d'information auprès des éleveurs afin qu'ils fassent valoir leurs droits. Sur nos livraisons de lait , nous payons une taxe (1.662€ / 1000 litres) appelée CVO (Cotisation Volontaire Obligatoire), qui sert à financer l'interprofession, mais en fait, finance des actions de promotion, essentiellement au bénéfices des seuls transformateurs. Ces cotisations sont considérées par la Commission Européenne comme des aides d'état, or la France n'a notifié ces aides qu'à partir de décembre 2008. Toutes les CVO prélevées avant cette date deviennent illégales au regard du droit européen et peuvent donc être réclamées. C'est ainsi que près de 1300 éleveurs ont déposé un recours devant le tribunal de Rennes qui statuera le 14 février 2011.

Le ministre de l'Agriculture veut mener au pas de charge l'instauration obligatoire de contrats entre les producteurs et les transformateurs et le regroupement des producteurs au sein d' « OP» (Organisations de Producteurs). Des membres de l'APLI et de l'Office du Lait se sont rendus à Paris pour des rencontres avec d'autres représentations syndicales et mènent actuellement une réflexion sur ce sujet. Il y a urgence car, dès maintenant, des transformateurs cherchent à imposer des contrats avec double volume et prix différenciés, ce qui est totalement inacceptable.

Agnès Lemarié, APLI

Déplacement en Finlande – représentants de l'EMB rendent visite à l'association agricole finnoise à Helsinki

Avant le voyage vers le Nord de l'Europe on a déjà attendu des réunions et discussions intéressantes avec nos collègues finnois. Une délégation de l'European Milk Board (EMB) a pris le vol à Helsinki le 17 novembre 2010 afin de discuter la production laitière en Finlande et en Europe avec l'association agricole MTK (organisation centrale des producteurs agricoles et propriétaires forestiers). Les représentants de l'EMB n'étaient pas seulement accueillis par des premières neiges mais aussi très chaleureusement par MTK, leur hôte. Ce n'est pas la première rencontre des deux organisations. MTK avait également participé à l'assemblée générale de l'EMB qui avait lieu à Bruxelles en juin 2010.

Prix en Finlande sont en baisse

Sami Kilpeläinen, Commissaire de MTK pour le lait, a expliqué que la situation en Finlande est façonnée par la concurrence entre les deux transformateurs Arla et Valio ltd. On a fait pression sur les prix de consommateur ce qui a également des conséquences pour les prix de producteurs. Les prix ont diminué de 40 centimes à 35 centimes pendant une année. Le nombre des exploitations laitières diminué en Finlande, comme dans le reste de l'Europe. « Pendant les derniers 15 ans deux tiers des producteurs ont cessé la production. Dont les 35.000 exploitations en 1995 il y existe actuellement encore 11.000. En même temps le nombre de bétail moyen s'est augmenté à 26 vaches » dit Sami Kilpeläinen.

MTK, fondé en 1917, se lutte politiquement pour l'amélioration des possibilités pour le regroupement des producteurs de lait et la régulation des volumes. « Il était toujours important pour nous de n'augmenter pas le volume d'une manière incontrôlée. On a besoin d'une quantité à livrer individuelle et déterminée, on a besoin d'un control du volume de lait » souligne Sami Kilpeläinen concernant les revendications de MTK à l'Union européen. Le séjour en Finlande a donné à la délégation de l'EMB une impression des conditions en Finlande et a montré encore une fois que les producteurs d'Europe se trouvent dans la même situation. En plus on a appris que la Finlande n'est pas seulement plus avancée que ses voisins européens en ce qui concerne la neige dans cette année. Le système de sécurité sociale en Finlande permet aux producteurs de lait de prendre 26 jours de vacances chaque année. Pendant ce temps l'état paye pour un assistant qui gère l'exploitation.

Silvia Däberitz, EMB

Espagne: Fusion des associations augmentera l'influence des producteurs de lait

Des membres de PROLEC se sont rendus dans la région Galicie (Nord d'Espagne) pour un congrès sur la situation actuelle de l'agriculture en Espagne et la réforme prévue de la PAC. La question la plus importante qui était discuté lors de ce congrès était « Comment peut-on réaliser une régulation du marché ? » Silvia Rodríguez, la directrice de PROLEC, a expliqué les démarches prochaines de la Commission européenne concernant la réforme prévue de la PAC et les activités actuelles de PROLEC et de l'EMB. En plus Sergio Calsamiglia a parlé du groupe d'experts de l'EMB et du Groupe d'Expert de Haut Niveau de la Commission européenne afin d'expliquer le fonctionnement du Comité d'expert national. Ce comité examine le marché laitier européen et aborde la question de la mise en œuvre des mesures proposés par l'EMB sur le marché laitier en Espagne. Avec plus 700 producteurs de lait, vétérinaires et représentants du

gouvernement espagnol ce congrès était un grand succès. Les producteurs de lait étaient très intéressés aux concepts de l'EMB et aux actions de PROLEC. PROLEC et l'EMB sont maintenant bien connus dans le Nord de l'Espagne. A la fin de cette conférence tous les participants ont levé leurs verres de lait afin de souligner que le lait est un produit précieux de haute qualité dont on en a besoin et qui devra être revalorisé, également par des prix équitables.

Silvia Rodríguez et des représentants du comité directeur de PROLEC se déplaceront en Galicie afin de discuter la fusion de PROLEC, FEPLAC et GANADEROS UNIDOS. Les trois organisations des producteurs de lait indépendantes veulent créer une nouvelle organisation des producteurs de lait plus forte. Les négociations continuent.

Esther Lopera, Prolec

European Milk Board ASBL Rue de la Loi 155 B-1040 Bruxelles Tel: +32 (0)2808 1935

Tel: +32 (0)2808 1935 Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-novembre-2010.html